

FRA 111084

E

TENDANCES

INSEE-BIBC



30000313135

FÉVRIER 1983

Supplément au N° 5 (cahier vert)
du 31 janvier 1983

NOTE DE
SYNTHESE

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

L'ANNEE 1982

C 2
(Collection n° 2)

insee

institut national de la statistique et des études économiques

TENDANCES

de la conjoncture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE / MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES / INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Directeur général: M. Edmond MALINVAUD / Direction générale: 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris CEDEX 14 / Directions régionales: Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

SOMMAIRE

FEVRIER 1983

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE (Note de synthèse ; rédaction achevée le 9 février 1983)

L'ANNÉE 1982

I. VUE D'ENSEMBLE	Page 3
II. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	Page 9
III. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	Page 15
1. Présentation	
2. Les comptes des administrations publiques	
3. Le contexte monétaire et financier	
4. Le marché des changes et les taux d'intérêt	
Encadré : Mesures concernant les prestations, les cotisations sociales et le SMIC en 1982	
IV. LA PRODUCTION ET L'EMPLOI	Page 27
1. La production	
2. La réduction de la durée du travail	
3. Les effectifs salariés	
4. Le marché du travail	
Encadré : L'évolution du chômage en 1982	
V. PRIX ET SALAIRES	Page 41
1. Les prix des produits importés	
2. Le taux de salaire	
3. Les prix et coûts de production	
4. Les prix à la consommation	
5. L'analyse du blocage des prix et des revenus	
Encadré : Le marché international du pétrole et les marchés internationaux des matières premières en 1982	
VI. LES REVENUS ET LA DEMANDE DES MÉNAGES	Page 55
1. Les revenus des ménages	
2. Les effets de la politique économique	
3. Le taux d'épargne	
4. La consommation	
VII. LES REVENUS ET LA DEMANDE DES ENTREPRISES	Page 63
1. Les résultats des entreprises	
2. L'investissement	
3. La formation des stocks	
Encadré : Les aides à l'investissement en 1982	
VIII. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS	Page 73
1. Les échanges de produits manufacturés	
2. Les autres soldes commerciaux	
3. La balance des invisibles et la balance des paiements	
4. Les difficultés du commerce extérieur : une comparaison internationale.	

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le n° 8 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 21 mars 1983
- Le n° 6 du cahier 2 (vert) paraîtra le 9 mai 1983

TENDANCES DE LA CONJONCTURE, 8 numéros par an (2 cahiers trimestriels : graphiques sur dix et vingt ans) plusieurs suppléments (synthèses conjoncturelles, tableau de bord mensuel, lettre bimensuelle), est diffusé par le département de la diffusion de l'I.N.S.E.E. (chef du département : M. Guy NEYRET) / Maquette : Claude CAVORY / Conception de la série 1981 : Jean BROIZAT et le Service de la Conjoncture de l'I.N.S.E.E. / Chef de la section "Tendances" : M. CHAUVET / ABONNEMENT 1 AN : France, 400 F ; étranger : 480 F ; bulletin d'abonnement en dernière page de couverture.

(Note de synthèse : rédaction achevée le 9 février 1983)

faisant pas encore sentir ses effets. Il est dû pour l'essentiel à un retournement spontané de la demande interne : ralentissement de la consommation par le recul de certains achats anormalement élevés du premier semestre, et surtout la formation de stocks. La chute de la production industrielle est forte. Elle apparaît comme une correction à ce mouvement d'ensemble, tant pour la produc-

I. VUE D'ENSEMBLE

L'année 1982 présente en son milieu une double rupture. Au-delà d'à-coups trimestriels, la croissance ralentie du premier semestre se retourne fortement au troisième trimestre ; une politique économique restrictive est mise en place à la suite de la dévaluation de juin 1982. Le retournement de la croissance paraît cependant plus dû à des mouvements propres de la demande qu'aux effets restrictifs de la politique économique.

Au début de 1982 deux éléments marquent l'environnement économique de la France : la reprise mondiale attendue pour l'automne 1981, puis pour le printemps 1982, ne se produit pas : les gains de compétitivité, qui devaient résulter de la dévaluation d'octobre 1981 et permettre la poursuite de la relance interne sans dérapage du solde extérieur, tardent à se manifester. Alors que l'inflation ne décélère que lentement en France, elle diminue rapidement à l'étranger. Ecart des taux d'inflation, compétitivité insuffisante, opposition entre une demande interne soutenue et des ajustements restrictifs à l'étranger : voilà les éléments qui dessinent, au début 1982, ce qu'on a appelé le "décalage conjoncturel".

La politique économique décidée à l'été 1981 choisit la voie d'une croissance mesurée par un soutien de la demande des ménages et la restauration de la compétitivité. Elle se place alors dans l'hypothèse d'une relance mondiale prochaine. Les revenus distribués aux ménages doivent être financés par des recettes supplémentaires pour leur partie budgétaire ; par la croissance pour les charges nouvelles qu'ils impliquent pour les entreprises. Les gains de productivité attendus doivent aussi favoriser une diminution des tensions inflationnistes.

En partie sous l'impulsion de cette politique, la demande interne est forte de la mi-1981 à la mi-1982 : la consommation est très soutenue et la chute de l'investissement de 1981 est même un temps enrayée.

La réduction de la durée du travail intervient dans ce contexte, sans peser fortement sur les résultats des entreprises : elle est compensée par de forts gains de productivité, et ne crée qu'un nombre limité d'emplois. La progression des coûts de production, qui restait forte en fin 1981 à cause de la vive hausse des coûts salariaux, se ralentit sous l'effet des gains des termes de l'échange : pour la première fois depuis 1978, les prix de production augmentent plus vite que les coûts.

Cependant la contrainte extérieure se resserre. Les exportations chutent sans que ce mouvement soit immédiatement perçu par les entreprises : aux enquêtes de printemps, les industriels déclarent que la demande étrangère reste bonne. Le taux de pénétration augmente rapidement et le solde commercial se creuse. Enfin la formation de stocks devient l'élément actif de la demande.

Au total, le premier semestre voit s'amplifier le contraste entre une demande intérieure soutenue mais reposant davantage sur les stocks, et une production ralentie.

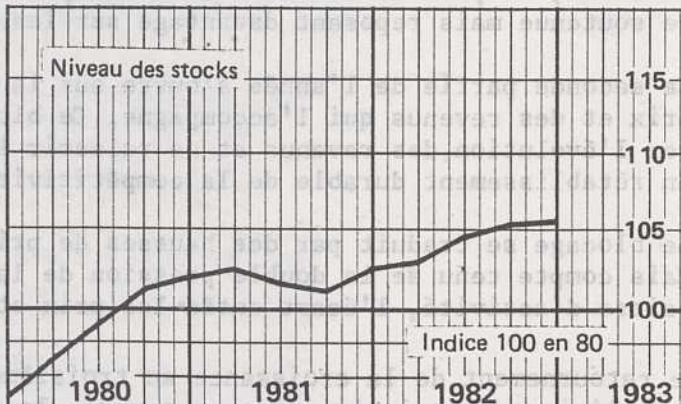
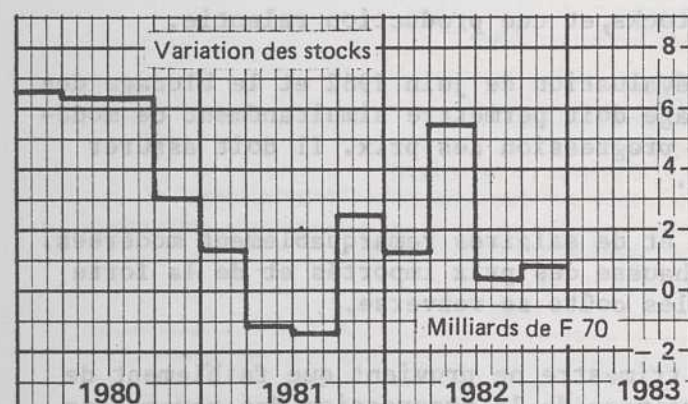
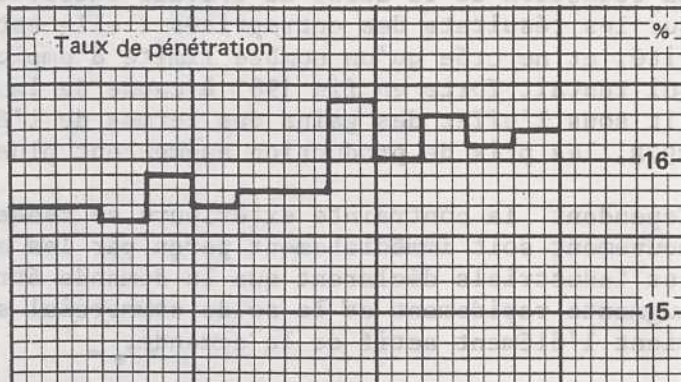
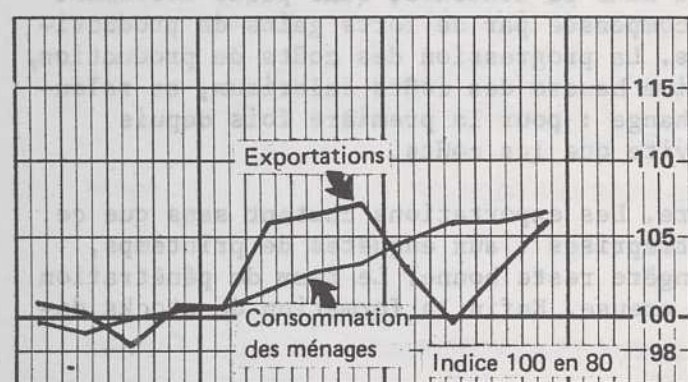
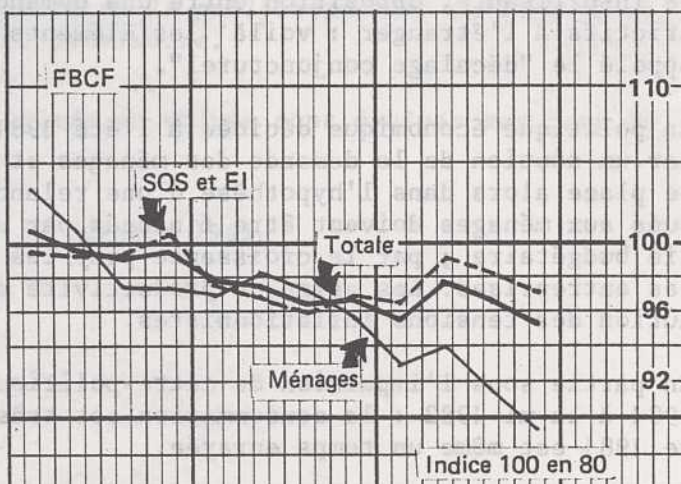
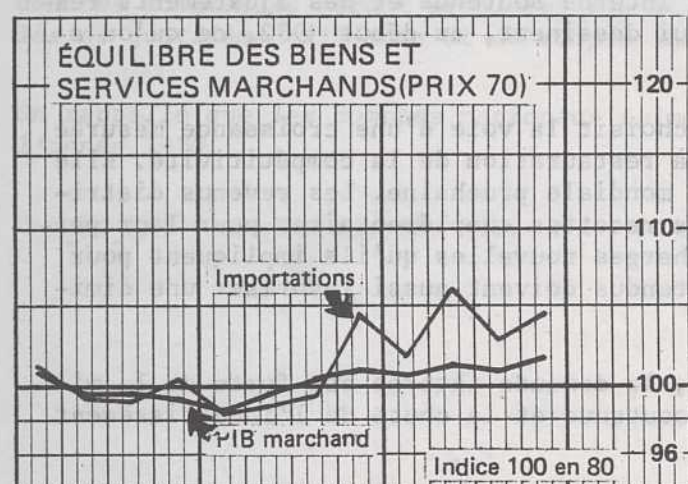
La seconde partie de l'année s'ouvre sur la dévaluation de juin 1982 et le blocage des prix et des revenus qui l'accompagne. Ce blocage doit permettre simultanément de modérer l'évolution des revenus et de ralentir la progression des prix. Il doit assurer un rétablissement durable de la compétitivité.

Le blocage se traduit par des hausses de prix et de salaires remarquablement modérées. Mais compte tenu de la double pression de la hausse des prix importés et de la forte baisse d'activité, l'écart entre les prix et les coûts se renverse.

Le retournement de la croissance au troisième trimestre ne provient que faiblement de la politique restrictive mise en oeuvre, le freinage de la progression des revenus ne

L'année 1983 présente un bilan mitigé. Au début de l'année, la croissance économique est restée en place à la suite de la dévaluation de 1982. Le retour à la croissance partielle cependant plus qu'à des mouvements propres de la demande et aux effets conjugués de la politique économique.

À la fin de 1982, deux éléments marquent l'environnement économique de la France : la reprise mondiale attendue pour l'automne 1981, mais pour la fin de l'année 1982, les gains de compétitivité, qui ont permis de réduire de la dévaluation d'octobre 1981 et permettre la poursuite de la relance. L'année 1983 est marquée par la poursuite de la relance, l'attente de la fin de l'année 1983, l'attente de la fin de l'année 1983, l'attente de la fin de l'année 1983.



faisant pas encore sentir ses effets. Il est dû pour l'essentiel à un retournement spontané de la demande interne : ralentissement de la consommation par le recul de certains achats anormalement élevés du premier semestre, et surtout interruption de la formation de stocks. La chute de la production industrielle est forte. La fin de l'année apparaît comme une correction à ce mouvement d'ensemble, tant pour la production que pour la consommation.

La politique économique suivie fin 1981 et début 1982 donne une forte impulsion au revenu des ménages ; mais le blocage de la fin de l'année 1982 se solde par un prélèvement sur ce revenu. Au total si les choix de la politique économique se retrouvent nettement dans le profil conjoncturel de l'année 1982, leurs effets sur les moyennes annuelles - c'est-à-dire en tendances de moyen terme - sont faibles.

Malgré la croissance, les effectifs salariés demeurent sur leur tendance de baisse au second semestre 1981 ; ils se stabilisent au premier semestre 1982. Par contre, le retournement d'activité du second semestre provoque une nouvelle et forte baisse de l'emploi industriel, compensée par un retour des effectifs non-industriels sur leur tendance longue de croissance. Au total la croissance des effectifs en glissement sur 1982 est très modérée ; par contre l'évolution du chômage est fortement infléchie.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois en volume
(aux prix de l'année 1970)

	Variations Trimestrielles % 1981				Moyenne 1981 %	Variations Trimestrielles % 1982				Moyenne 1982 %	Montants 1982 (MF 70)
	1	2	3	4		1	2	3	4		
PIB marchand	-0.6	1.1	0.4	0.8	0.1	-0.1	0.9	-0.6	0.7	1.5	1028
dont :											
VA industrielle	-0.6	0.7	0.7	0.0	-1.1	-1.2	0.7	-1.6	0.6	-0.8	349
VA non industrielle	-0.7	1.5	0.1	1.3	0.7	0.4	1.0	-0.1	0.8	2.7	562
Importations	-1.7	0.4	0.7	4.9	0.4	-2.1	3.9	-2.9	1.2	3.6	273
Total des ressources	-0.8	1.0	0.4	1.7	0.2	-0.6	1.5	-1.0	0.8	2.0	1301
Consommation des ménages	0.1	1.2	1.1	0.3	2.3	1.5	0.8	0.2	0.5	3.4	749
Consommation nette des APU	-0.5	-0.1	1.0	-0.4	0.3	1.2	1.1	0.3	0.6	2.6	43
F.B.C.F. Totale	-1.9	-0.2	-1.3	0.3	-2.8	-1.2	2.3	-1.2	-1.6	-1.0	232
dont :											
S.Q.S. et E.I.	-2.8	-0.8	-0.9	0.7	-3.1	0.0	2.6	-1.1	-1.0	1.0	136
Ménages hors EI	-0.4	1.2	-1.1	-1.9	-2.9	-2.7	1.2	-2.7	-2.8	-5.4	52
Exportations	-0.2	5.8	0.1	1.1	5.1	-3.9	-3.4	3.3	2.7	-2.0	269
Emplois hors stocks	-0.4	1.8	0.5	0.4	1.8	-0.2	0.2	0.6	0.6	1.4	1293
Stocks (MF 70)	1.5	-1.2	-1.4	2.5	1.5	1.3	5.6	0.3	1.0	8.2	8

Ensemble des biens et services marchands : prix de l'équilibre ressources-emplois
(aux prix de l'année 1970)

	1981				Moyenne 1981 %	1982				Moyenne 1982 %
	Variations trimestrielles %					Variations trimestrielles %				
	1	2	3	4		1	2	3	4	
<u>PIB Marchand</u>	<u>2.3</u>	<u>2.6</u>	<u>3.5</u>	<u>3.8</u>	<u>11.3</u>	<u>2.9</u>	<u>3.2</u>	<u>0.5</u>	<u>2.0</u>	<u>11.7</u>
V.A.industrielle	2.7	1.3	3.8	3.9	9.8	4.2	2.7	-1.8	2.8	11.5
V.A.non indus- trielle	2.4	3.2	3.0	3.3	12.0	3.2	2.8	1.0	1.7	11.3
Importations	5.4	5.6	4.6	0.9	17.4	1.9	0.7	7.3	1.3	11.1
<u>Total des Ressources</u>	<u>3.0</u>	<u>3.2</u>	<u>3.7</u>	<u>3.1</u>	<u>12.6</u>	<u>2.7</u>	<u>2.7</u>	<u>1.9</u>	<u>1.8</u>	<u>11.6</u>
Consommation des ménages	2.6	3.3	3.7	2.9	12.5	2.4	2.8	1.8	1.1	10.9
FBCF totale	3.6	2.8	3.2	3.4	11.8	4.6	2.5	1.3	2.6	13.2
dont SQS et EI	3.7	2.9	2.9	3.2	11.9	4.8	1.9	1.4	2.5	12.5
dont ménages hors EI	2.7	2.2	2.9	3.7	10.5	4.1	3.8	2.1	3.1	14.3
Exportations	2.2	3.4	3.8	3.2	13.1	4.0	2.6	0.7	4.1	13.1
<u>Emplois hors stocks</u>	<u>2.8</u>	<u>3.2</u>	<u>3.6</u>	<u>3.1</u>	<u>12.6</u>	<u>3.2</u>	<u>2.7</u>	<u>1.5</u>	<u>1.9</u>	<u>11.8</u>

Produits manufacturés en volume : équilibre emplois-ressources
(aux prix de l'année 1970)

	Variations Trimestrielles % 1981				Moyenne 1981 %	Variations Trimestrielles % 1982				Moyenne 1982 %	Montants 1982 (MF 1970)
	1	2	3	4		1	2	3	4		
	1	2	3	4		1	2	3	4		
Production effective	-0.5	1.0	0.5	-0.3	-1.6	-0.6	0.8	-1.8	0.9	-0.4	541
Importations	-2.4	0.3	1.3	5.6	-0.2	-2.4	5.8	-3.4	0.9	5.2	200
<u>Total des ressources</u>	<u>-0.8</u>	<u>0.9</u>	<u>0.8</u>	<u>1.2</u>	<u>-0.7</u>	<u>-0.6</u>	<u>2.1</u>	<u>-1.8</u>	<u>0.9</u>	<u>1.7</u>	<u>902</u>
Emplois intermédiaires	-0.4	0.9	0.2	0.3	-0.9	-0.4	0.8	-1.2	1.1	0.4	328
Consommation des ménages	0.5	1.7	1.4	0.5	2.5	2.9	1.0	0.4	1.1	5.8	240
F.B.C.F. totale	-4.2	-0.9	-1.6	1.6	-3.6	-0.2	3.9	0.4	-2.1	2.6	113
dont : SQS-EI	-4.0	-1.2	-0.8	1.0	-3.5	0.4	3.7	-0.1	-2.1	2.6	97
Exportations	0.7	5.8	0.5	-0.9	4.4	-4.1	-2.4	3.1	1.5	-3.0	185
<u>Emplois hors stocks</u>	<u>-0.4</u>	<u>1.9</u>	<u>0.4</u>	<u>0.3</u>	<u>0.8</u>	<u>-0.3</u>	<u>0.6</u>	<u>0.4</u>	<u>0.7</u>	<u>1.4</u>	<u>891</u>
Variations de stocks (en milliards de francs 1970)	2.6	0.5	1.4	3.4	8.0	2.7	6.0	1.0	1.4	11.0	11

Les perspectives pour le premier semestre 1983

Les principales évolutions indiquées par la note de conjoncture de décembre 1982 de l'INSEE ne semblent pas devoir être fortement infléchies : le maintien de la demande des ménages sur une tendance de croissance lente, un environnement extérieur plus favorable et une évolution modérée des prix rendent peu probables à la fois le risque d'un mouvement récessif très marqué et celui d'un dérapage inflationniste.

Compte tenu de l'encadrement strict des prix à la sortie du blocage, les prévisions de prix de détail font état d'évolutions modérées sur le premier semestre, davantage semble-t-il que dans la note de conjoncture de décembre 1982 : la baisse du prix du pétrole, la baisse du dollar au mois de janvier et des évolutions plus faibles des prix alimentaires iraient dans ce sens. La prévision actuelle est inférieure à 5 % sur le semestre y compris l'impact de la vignette sur les tabacs et les alcools.

Les informations conjoncturelles disponibles à la fin du mois de janvier confirment la prévision concernant la consommation. Elles font état d'une consommation de produits manufacturés peut-être plus haute en fin d'année que ne le décrivait la note de décembre, principalement à cause de forts achats d'automobiles. Mais ce redressement de fin d'année ne remet pas en cause la tendance dessinée pour le premier semestre 1983.

La demande des entreprises devrait rester très médiocre, la contribution des stocks demeurant légèrement négative et l'investissement du secteur privé poursuivant sa baisse.

Bien que la demande mondiale reste toujours plate au début 1983, le solde extérieur devrait bénéficier d'un environnement plus favorable en raison des perspectives de baisse du prix du pétrole, sinon du dollar. A titre illustratif, une baisse de 3 \$ du prix du pétrole améliore le solde énergétique de plus de 1 milliard de francs par mois. Le solde des biens manufacturés devrait lui aussi contribuer à l'amélioration du solde global (environ 1 milliard de francs par mois), essentiellement par une amélioration des termes de l'échange. Le taux de couverture en volume est plus élevé au quatrième trimestre 1982 que ne le donnait la note de conjoncture de décembre ; il devrait poursuivre sa remontée à la faveur de la baisse de la demande de produits manufacturés. Au total le déficit mensuel descendrait progressivement au-dessous de 5 milliards de francs.

Les enquêtes de conjoncture réalisées en janvier dans l'industrie confirment la stabilisation de la production à un niveau supérieur à celui du troisième trimestre dans la majorité des secteurs. En prévision sur le premier trimestre 1983, elles font état d'une légère baisse de la production, ce qui incite à maintenir la perspective d'un léger repli sur le premier semestre. Les gains attendus dans les termes de l'échange permettraient une amélioration des résultats des entreprises par rapport au second semestre 1982 légèrement plus rapide que ne l'indiquait la note de décembre.

